



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
10 rue des Salenques
09000 Foix

Foix, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OMYA

R.N. 125

31440 Saint-Béat-Lez

Références : FH/2025/55-56

Code AIOT : 0006803313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement OMYA implanté Montagne de Rié 31440 Saint-Béat-Lez. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de la restitution de la tierce expertise réalisée suite à l'incident relatif à un tir de mines survenu le 10 décembre sur la carrière à ciel ouvert de St-Béat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- Montagne de Rié 31440 Saint-Béat-Lez
- Code AIOT : 0006803313
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OMYA exploite sur les communes de Saint-Béat et Marignac une carrière souterraine de marbre blanc et une carrière à ciel ouvert de marbre bleu. Les produits extraits sont acheminés par camion vers l'usine de Saint-Béat, de l'autre côté de la Garonne.

L'extraction des matériaux de la carrière à ciel ouvert est effectuée par abattage des fronts à l'explosif.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident de tir de mines survenu le 10 décembre 2024 a pour origine une absence de maîtrise et de respect des process d'abattage à l'explosif par les opérateurs de la carrière à ciel ouvert, en charge de cette activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Tir
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Le 10 décembre 2024, l'inspection des installations classées a été informée par la directrice technique de la société Omya SAS qu'un incident de tir s'était produit à 10h sur la carrière à ciel ouvert qu'elle exploite sur le territoire de la commune de St Béat. Cet incident a provoqué l'expulsion d'un bloc rocheux en dehors du périmètre de la carrière, qui après avoir franchi la route, a terminé sa course dans le jardin d'un riverain. Afin de mieux retracer le déroulement de l'incident, d'en définir les causes et de mettre en œuvre

des mesures palliatives, l'inspection a demandé la réalisation d'une tierce expertise. Cette dernière a été réalisée par la société Forma-Explo, sa restitution s'est déroulée le 4 mars 2025. Les conclusions de la tierce expertise font mentions:

- d'une absence de déclaration d'incidents de foration, conduisant à la non prise en compte d'une cavité pour l'adaptation du plan de tir théorique;
- du remplissage de la cavité avec de l'explosif qui en l'absence de corrélation entre le plan de charge prévisionnel et celui effectif, a généré une surcharge localement,
- de l'absence de validation du plan de tir par une tierce personne compétente,
- du non respect des règles de l'art relatif à la préparation et la mise en œuvre d'un tir de mines malgré la formation dispensée au personnel concerné

Il est également à noter des incohérences au niveau de la consommation d'explosif par tonne de matériaux à abattre et une modification du plan de tir post incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de l'analyse effectuée par le tiers expert, il ressort de l'incident que les techniques de tirs ne sont pas maîtrisées malgré la formation des personnels à ces techniques. L'exploitant doit sous un délai de 3 mois réorganiser entièrement la gestion de la mise en œuvre des explosifs au sein de ses carrières à ciel ouvert.

Les formations de base des opérateurs, visiblement insuffisantes, doivent être renouvelées (CPT) et une formation à la rédaction et l'analyse de plan de tir doit être dispensée aux personnels par un organisme qualifié, indépendant du fournisseur d'explosif et de l'exploitant.

De plus, les plan de tirs devront durant les 3 prochaines années, être validés par un organisme qualifié indépendant du fournisseur d'explosif et de l'exploitant.

Ces dispositions feront l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire auprès de Monsieur le préfet de la Haute-Garonne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 3 mois